Covid-19 / REUNION INTER-INSTITUTION DU 27 MARS 2020

Personnes présentes

ARS : Laurent Legendart et Lechambre

Directe : Mireille BOUYER

DRJSCS : Isabelle DELAUNAY Nathalie GAY et Pierre BARRUEL et Bruno FEUTRIER

DDCS 26 : Bernard DEMAS

SGAR : Catherine VIGNIER

DIRPJJ : André Ronzel

DRAF

FAS, Uriopss ARA, Adoma

ARS

1 237 patients hospitalisés dont 286 en réanimation, (69 % capacité atteinte aujourd'hui, pour moitié de la part de patients atteints par Covid). La capacité des lits en réanimation est passée de 450 à 900 pour assumer les besoins.

La situation s'améliore pour les masques : distribution gérée directement de Paris par Santé publique France. ARS ne fait que de collecter sur la région les stocks présents pour les distribuer

1 600 000 masques par semaine, répartis selon les GHT, en organisant le fait que les structures médico-sociales puissent venir s'y servir + réserves pour les centres de desserrement + CD pour les établissements de leur compétence.

Bcp de crispations restent sur les autres protections individuelles : pénurie très importante y compris au national et pas de stocks.

Aujourd'hui impossibilité de tester les personnes.

Directe : Mireille BOUYER. Activité partielle, simplifications ont eu lieu par ordonnance. Au-delà de 48 h, si le dossier est complet la demande est jugée valide, même sans réponse. Activité partielle est sous conditions. Il n'y a eu seulement 2 refus, ce qui témoigne de la démarche bienveillante de la Directe sur le sujet. Une adresse mail a été créée pour répondre aux questions.

Drjscs : Nathalie GAY. Sur hébergement, renforcement des capacités notamment hôtelières pour mettre à l'abri et desserrer les centres d'hébergement collectif. Mise en place petit à petit des centres de desserrement, dans chacun des départements, les premiers devraient ouvrir dès lundi dans le Rhône, dans l'Ain, en Haute-Savoie. Bonne collaboration entre services de l'Etat et l'ARS sur ces centres mais difficulté à trouver des locaux. Suivi d'un protocole très strict (cahier des charges pour la mise en place + pour les professionnels et soutien médical)

Domiciliation : recherche de solution en essayant de trouver des consignes avec les centres pour maintenir quelques permanences et avoir contacts téléphoniques

Alimentaire : distribution de tickets services qui va être rapidement mise en place, seulement temps de se procurer ces tickets, ce qui permettra de combler la baisse de distribution gérée par les banques alimentaires

Drjcs : Bruno FEUTRIER : plateforme-étudiants en travail social : couvre tout le champ social et médico-social. 79 employeurs ont fait remonter des besoins de 400 ETP. Depuis le 24 mars, distribution de la liste des besoins aux établissements de formation, qui positionnent les étudiants ensuite en fonction des lieux et des compétences. IFTS de Grenoble a déjà 118 étudiants qui se sont déclarés volontaires, dès le lendemain 24 CDD déjà signés.

Drjcs : Isabelle DELAUNAY : jeveuxaider.gouv.fr : plus de bénévoles dispos que de missions proposées, sûrement dû à la mise en place de beaucoup plateformes. A diffuser largement.

DRAF : distribution collective, redirection des flux vers l'EHPAD notamment. Au niveau agricole bcp d'agriculteurs ont du mal à écouler leurs produits. Réflexion pour créer des circuits pour écouler. Avec fermeture des marchés, agriculteurs ont du mal à trouver des débouchés.

PJJ, André RONZEL :

- Urgence est sur le placement judiciaire pour les jeunes mineurs en CEF et CER et hébergements foyers classiques. Demande aux éducateurs de milieu ouvert pour venir soutenir les lieux de placement. Bcp de jeunes des CER et CEF ont été renvoyés chez eux quand possible.
- Permanences éducatives pour suite de déferrement pour avoir des entretiens par téléphone entre juge et famille
- Suivi des mineurs incarcérés car un EPM à Meyzieu qui héberge entre 45 et 50 mineurs plus 3 quartiers pour mineurs. Baisse de l'activité juridictionnelle très marquée, ce qui implique une baisse de l'incarcération et des demandes de placement mais nécessité de maintenir une possibilité d'accueil pour les cas les plus complexes.

DDCS 26, Bernard DEMAS :

Crainte exprimée par bcp de pros des structures qui souhaitent exercer leur droit de retrait : besoin de rassurer et de mettre en place des mesures permettant d'éviter le contact physique

Fermeture de la halte de nuit car pro contaminé mais tous les autres dispositifs restés fermés.

Plusieurs hôtels souhaitent fermer faute de personnels ou de clients

Création d'un centre de desserrement 50 places qui ouvrira la semaine prochaine. Organiser un accueil sanitaire et éducatif. Croix-Rouge gestionnaire. Le risque est que sans matériel de protection les professionnels refusent de participer ;

Procédure avec bailleurs sociaux pour personnes en difficulté dans leur logement.

Mettre en place les paiements au 12^{ème} des CHRS, CPH et CADA pour solvabiliser les structures en difficultés. Pour l'aide alimentaire, bcp de bénévoles se sont retirées car personnes âgées : communes sollicitées pour recenser les points de distribution.

Demande par le directeur de cabinet du préfet de faire un inventaire des CHRS et structures caritatives en termes de besoin en masques.

URIOPSS demande cellule de crise inter-institutions au régional et sur les départements pour gagner en efficacité opérationnelle. Intervenir en amont des besoins pour éviter les hospitalisations.

Sur les questions centres de desserrement, des associations nous indiquent qu'elles ont des établissements fermés qui pourraient être utilisés si besoin.

Attention aux plateformes qui se croisent étudiants- salariés
Sur les réseaux associatifs possibilités de faire remonter les expériences et constats.

ARS fait état du fonctionnement dégradé des institutions qui complique bcp la mise en place de cellules de coordination.

Préfet de région et DGARS se rencontrent régulièrement.

DRJSCS propose des rencontres régulières avec les têtes de réseau et de faire le lien avec les autres administrations

FAS : DRJSCS sollicitée pour assurer les associations en termes budgétaires
Enjeu de décliner des cellules départementales car bcp d'énergie perdue du fait de multiplication de temps de réunions bilatérales

ADOMA : témoignage de 30 % de personnels absents, aucun cas avéré au niveau des pros, et 5 cas avérés sur les 12 000 personnes accueillies. Confinement des hébergés ou résidents qui résident sur des unités avec des lieux collectifs (douches, cuisines etc.). Comment se passe l'orientation des personnes vers les centres de desserrement ?

ARS : Opérateur recherche une situation médicale, et si pas de solution trouvée, l'ARS apporte son soutien. ARS assure également le financement de la partie sanitaire des centres de desserrement, sur un calibrage du temps infirmier et soignant nécessaire en fonction du volume de place en reprenant les standards hospitaliers et financement des fournitures médicales

Directe : réunion prévue cet après-midi pour apporter des réponses aux SIAE

FAS demande que les pouvoirs publics communiquent davantage aux acteurs de terrain, car ces derniers n'ont pas connaissance de tout ce qui est mis en place, ce qui entraîne beaucoup de rumeurs, d'informations contradictoires et surtout d'inquiétude et de désordonnement

ARS s'engage à ce que toutes les informations qui sont stabilisées soient communiquées

DRJSCS s'engage à une nouvelle réunion vendredi prochain, avec si possible l'ARS, et appelle les fédérations à faire remonter les besoins